

Unité départementale de la Loire-Atlantique,
5 rue Françoise Giroud
CS 16 326
44 036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 16/10/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société d'Exploitation Eolienne de JANS

2 rue Vasco de Gama
Parc Atlantis - Bat D 4^{ème} étage
44 800 Saint-Herblain

Référence : N4-2025-1091

Code AIOT : 0006307228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement Société d'Exploitation Eolienne de JANS, implanté « La Butte du moulin », 44 170 Jans. L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société d'Exploitation Eolienne de JANS
- La Butte du moulin VC1 Lande de Quilevrant - La Douve 44170 Jans
- Code AIOT : 0006307228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la société d'Exploitation Eolienne de JANS est constitué de 6 éoliennes de modèle Vestas V100 - 2.2MW, de 150 m de hauteur en bout de pale, 100 mètres de hauteur au moyeu et de 100 mètres de diamètre de rotor. La garde au sol est de 50 mètres.

Le parc autorisé par permis de construire du 23 octobre 2014 et par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 octobre 2014, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2020.

Le parc éolien a été mis en service le 01/08/2023.

Thèmes de l'inspection :

- Biodiversité et paysage ;
- Maintenance préventive des éoliennes et Risques accidentels ;
- Bruit ;
- Autres dispositions diverses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Protection des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 29/10/2014, article 6.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 2.1	Demande d'action corrective	12 mois
5	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	RA- Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	RA – Maintenance des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental post-implantation	Arrêté Préfectoral du 29/10/2014, article 6.1	Sans objet
4	Compensation paysagère	Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article 5.2	Sans objet
6	RA – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
7	RA – Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
11	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
12	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
14	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, Section 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le suivi environnemental effectué sur le parc éolien et mesures associées à ce suivi, il apparaît pertinent de renouveler ce suivi en 2026.

La conformité du parc avec la réglementation sur les émissions sonores reste à attester.

Un rapport d'incident est attendu concernant la problématique d'apparition de fissures sur les pales des éoliennes qui semble être rencontrée sur le parc éolien.

Des justificatifs concernant la maintenance préventive des éoliennes sont à fournir.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suivi environnemental post-implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2014, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de mortalité faune volante + activité en altitude des chiroptères
Prescription contrôlée : Afin de vérifier le faible impact résiduel du parc, l'exploitant met en place, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et au protocole ministériel de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres en vigueur : - dès la mise en service du parc et a minima pendant deux ans suivant cette mise en service, un suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères, à raison, au minimum, d'un passage par semaine pour chaque éolienne, de la semaine 20 à la semaine 43 (soit 23 passages minimum). Ce suivi doit prévoir au moins deux tests d'efficacité de l'observateur et de persistance des cadavres, à réaliser sous chaque éolienne, sur la période précitée. Lors de la première année de suivi, un rapport intermédiaire relatant les résultats des relevés de mortalité effectués de la semaine 20 à la semaine 30 est à fournir à l'inspection des installations classées, au plus tard en fin de semaine 31. - dès la mise en service du parc et a minima pendant deux ans suivant cette mise en service, un suivi d'activité des chiroptères associé au suivi de mortalité précité, réalisé par des enregistrements automatiques au niveau des pales sur 1 éolienne représentative, en continu (1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à une 1/2 h après le lever du soleil), à effectuer de la semaine 20 à la semaine 43, corrélé avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations). En deuxième année, le suivi d'activité des chiroptères à hauteur de nacelle peut être ciblé sur les périodes de forte activité déterminées lors de la première année. Les résultats de ces suivis devront être communiqués à l'inspection des installations classées, ainsi qu'à la direction départementale des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique. Ils devront être accompagnés des commentaires et des propositions dûment motivées de la part de l'exploitant, notamment pour toute modification des mesures de régulation du fonctionnement des éoliennes en faveur de la faune volante.
Constats : L'exploitant a fourni : - par courriel du 31/07/2023, un rapport intermédiaire de suivi au 20/07/2023 ; - le rapport du suivi réalisé en 2023 sur le parc : suivi de mortalité réalisé de la semaine 20 à 43 (24 passages) : 1 cadavre d'oiseau (Bergeronnette grise) et 6 cadavres de chiroptères (2 P. communes, 2 Pipistrelles indéterminées, 1 Pipistrelle de Kuhl, 1 N. commune). Suivi d'activité des chiroptères en altitude sur E2 entre la semaine 20 et la semaine 43 : 4376 contacts en automne et 548 contacts en été. Très peu de contacts au printemps mais enregistrements débutés le 2 mai.

- le rapport du suivi réalisé en 2024 sur le parc : suivi de mortalité réalisé de la semaine 20 à 43 (24 passages) : 5 cadavres d'oiseaux (Tourterelle des bois, Goéland argenté, Héron garde-bœufs, Pigeon ramier, Pigeon ind.) et 4 cadavres de chiroptères (3 P. communes, 1 Pipistrelles indéterminées).

Estimations de la mortalité à l'échelle du parc reste élevée : 21,17 oiseaux et 16,54 chiroptères selon la formule de Huso. Voir p 69 du rapport.

Suivi d'activité des chiroptères en altitude sur E2 entre le 27 février et le 31 octobre : 5017 contacts (2760 en automne, 1460 en été et 797 au printemps).

Le bureau d'études (BE) considère que sur l'année 2024, les dispositions prises par le maître d'ouvrage ont permis de correctement protéger les espèces protégées, un renouvellement du suivi *"ne semble pas nécessaire"*.

Type de suites proposées : voir constat suivant

N°2 : Protection des chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2014, article 6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bridage en faveur des chauves-souris

Prescription contrôlée :

Un bridage préventif sera activé en cours de suivi si une mortalité notable s'annonce. Ce bridage préventif sera effectif au plus tard une semaine suivant le constat de mortalité communiqué au pétitionnaire par le prestataire réalisant le suivi de mortalité et jusqu'au 31 octobre. Il consistera en l'arrêt de l'ensemble des éoliennes du parc, en période nocturne allant de 1/2 h avant le coucher du soleil jusqu'à 1/2 h après son lever, pour des températures supérieures à 10 °C, des vitesses de vent inférieures à 6 m/s et en l'absence de précipitation.

Toute modification du paramétrage du bridage précité doit être préalablement justifiée au regard des résultats d'une année complète de suivi de mortalité et d'activité.

Un suivi environnemental post-implantation conforme au protocole ministériel en vigueur doit être effectué l'année qui suit toute modification de plan du bridage, en vue de vérifier l'efficacité du nouveau plan de bridage.

Constats :

Par courriel du 11 juillet 2023, l'exploitant déclare en cours de suivi, une mortalité constatée sur la Noctule commune le 10/07/2023. L'exploitant informe par ce courriel avoir demandé la mise en place en urgence du bridage prescrit.

Pour la présente inspection, l'exploitant a fourni les rapports des suivis réalisés en 2023 et 2024 sur le parc :

- en conclusion du rapport du suivi de 2023, le BE préconise de conserver le bridage en place qui doit être activé du mois de mars au 31 octobre et de débiter le suivi d'activité en 2024, le 1^{er} mars (ce qui a bien été fait en 2024). Le % de protection du bridage est exprimé au global et par espèces, **mais pas par mois**.

- en conclusion du rapport du suivi de 2024, le bridage appliqué du 15 mars au 31 octobre est jugé « très satisfaisant » avec un taux de protection des contacts de 95,7 % et 96,2 % des Noctules communes.

Le rapport propose d'adapter le paramétrage du bridage comme suit :

Figure 83 - Proposition de révision du plan de bridage				
Variables	15 au 31 mars	1 ^{er} avril au 31 mai	1 ^{er} juin au 14 août	14 août au 31 octobre
Eolienne	E1 – E2 – E3 – E4 – E5 – E6			
Température	≥ 12°C			≥ 10°C
Vitesse de vent	≤ 6 m/s			
Période de la nuit	30 minutes avant le coucher du soleil à 30 minutes après le lever du soleil			
Pluviométrie	≤ 1 mm/h			

En même temps, le BE estime que « **le bridage actuel doit être appliqué à toutes les éoliennes et durant la période d'activité principale des chiroptères (du 15 mars au 31 octobre) afin de réduire le nombre de collisions et ne pas porter atteinte aux populations locales et migratrices des chiroptères.** »

Pour les oiseaux et afin de réduire les probabilités de collision, il est proposé d'entretenir rigoureusement les abords des éoliennes et d'enlever ou d'aménager tous les éléments susceptibles d'être utilisés comme perchoir pour l'avifaune.

Le BE considère que le fonctionnement du parc éolien génère un impact non significatif sur les populations des espèces d'oiseaux et de chauves-souris impactés en 2024.

L'exploitant a également fourni :

- un document de Vestas de paramétrage du bridage en 2025 nommé « Bat Protection Schedule Configuration Report » et daté du 07/05/2025. Ce document indique qu'en plus du seuil minimal d'arrêt des éoliennes, des seuils de redémarrage sont définis : T°C > 11,80 °C et vitesse de vent > 6,2 m/s au printemps et début d'été / T°C : 9,80 °C et vitesse de vent > 6,2 m/s ;

- un extrait du SCADA montrant le paramétrage du bridage en 2024 ;

- un tableur d'export des arrêts machines pour bridage en faveur des chiroptères sur l'année 2024, du 15/03 au 31/10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'ajustement du bridage proposé par le bureau d'études compte un allègement du seuil de température : en ce sens et en toute rigueur, le suivi doit être renouvelé en 2026 afin de vérifier l'efficacité du bridage modifié. De plus, une troisième année de suivi apparaît nécessaire au regard de la mortalité observée sur le parc en 2024 et malgré le bridage mis en place. Une analyse plus détaillée de l'activité des chiroptères observée serait utile afin de vérifier les pourcentages de couverture d'activité du bridage par espèce **et par mois**.

Il n'est pas exclu qu'en fonction de ce nouveau suivi et de l'analyse détaillée complémentaire, il vous soit demandé de renforcer à nouveau le bridage (notamment sur les périodes de sensibilité).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Protection du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2014, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plantations d'écrans végétaux

Prescription contrôlée :

Les mesures de réduction et de compensation de l'impact paysager du parc éolien de Jans liées notamment à la destruction de haies (environ 100 m) et indiquées dans l'étude d'impact, son volet paysager et ses compléments susvisés doivent être mise en œuvre par le pétitionnaire.

Elles concernent :

- la reconstitution sur 190 m d'une ripisylve originelle le long du Don en remplacement de peupliers vieillissant complétée par la plantation de 250 m de linéaires de haies arbustives sur des parcelles bordant la voie communale n°2 afin de limiter la vision du parc depuis le lotissement de la Musse. Ces plantations complémentaires sont à réaliser, pour le moins, concomitamment avec les travaux du parc éolien. Le maître d'ouvrage doit en assurer le bon développement et la pérennité durant toute la durée de l'exploitation des éoliennes,
- la plantation de 550 m de linéaires de haies bocagères au centre du site éolien suivant la localisation prévue au dossier accompagné d'un suivi sur 3ans.

Un bilan de la réalisation de ces plantations est à adresser à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et à la direction des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique.

Constats :

Dans son courrier du 18/04/2024, l'exploitant informe avoir sécurisé dans un premier temps le pont par le retrait des arbres morts avant de procéder à la densification de la ripisylve.

Pour la présente inspection, l'exploitant a fourni un document de synthèse des plantations réalisées à ce stade. Ce document relève en particulier la réalisation des opérations suivantes :

- abattage des peupliers qui a été effectué par une entreprise spécialisée en période sèche afin d'éviter la dégradation des terrains riverains du Don. Les souches sont laissées en place afin de ne pas déstabiliser la berge ;
- export des produits de la coupe : le bois obtenu suite à l'abattage a été exporté hors du site afin d'éviter un atterrissement sur les parcelles concernées ou une chute des troncs dans le cours d'eau suite à une crue. Le bois a été revalorisé.

La facture datée du 23/02/2024 de réalisation de ces opérations par l'entreprise BEMA a été transmise, ainsi que son acquittement.

En séance, l'exploitant indique qu'un nouveau nettoyage du cours d'eau s'avère nécessaire avant le renforcement de la ripisylve par la plantation de 15 peupliers, cela du fait des inondations de l'hiver dernier qui ont fait tomber à nouveau des arbres dans le cours d'eau et créé de nouveaux embâcles.

Ces dégâts ont pu être appréhendés lors de la visite de terrain au cours de l'inspection.

Les plantations sont prévues après ce nouveau nettoyage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> La plantation des 15 peupliers en renforcement de la ripisylve reste à réaliser.

=> Un suivi de la mesure est à mettre en place.

=> Il est conseillé à l'exploitant de se rapprocher directement du technicien de rivière pour mener à bien cette mesure.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N°4 : Compensation paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article 5.2
Thème(s) : Autre, Plantations bocagères
Prescription contrôlée : <p>La mesure de compensation de l'impact paysager du parc éolien de Jans, prescrite à l'article 2.1 de l'arrêté de permis de construire du 23 octobre 2014, consistant en la plantation de 550 m linéaires de haies bocagères au centre du site éolien est remplacée par la mesure suivante : avant la réalisation des travaux de construction du parc éolien de Jans, un financement d'un montant de 5 000 € sera attribué par la société Exploitation Eolienne de Jans au Syndicat Intercommunal du Bassin versant du Don sous forme de subvention à ses actions de plantations bocagères. Les justificatifs de réalisation de cette mesure (convention, attestation de versement de la subvention...) sont à fournir à l'inspection avant la mise en service du parc éolien.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'après étude, le Syndicat Chère Don Isac a proposé à la mairie de Jans de se saisir de cette mesure. La SEE Jans a donc signé avec la commune de Jans une convention d'attribution d'un financement de 5 000 € alloué aux plantations bocagères sur la commune de Jans. Cette convention datée du 19 juin 2024 et signée des deux parties a été fournie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2020, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage acoustique + mesures post-implantation
Prescription contrôlée : <p>Dans les 12 mois qui suivent les phases de test et de réception de l'ensemble des installations permettant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage la réalisation, à ses frais, d'une mesure des niveaux d'émission sonore par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les emplacements de mesure sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p> <p>Les résultats de la campagne de mesures sont transmis dans les 3 mois suivant la fin de cette campagne à l'Inspection des installations classées avec une proposition éventuelle de mise en place d'un nouveau plan de fonctionnement.</p> <p>En cas de dépassement des seuils réglementaires définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant établit et met en place dans les plus brefs délais un plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel susvisé. Il s'assure de son efficacité en réalisant un nouveau contrôle dans les 6 mois suivant la mise en œuvre du plan de fonctionnement. Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>

Ce contrôle initial est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'Inspection des installations classées pourra demander.

Constats :

L'exploitant a fourni :

- un rapport du 29/03/2024 de réception acoustique du parc réalisée par le bureau d'études SIXENSE Engineering : des dépassements du seuil d'émergence globale sont relevés dans 4 ZER en période nocturne. Un nouveau plan de bridage est établi en vue de pallier à ces dépassements ;
- les justificatifs de mise en place de ce nouveau plan de bridage acoustique.

L'exploitant indique en séance qu'une nouvelle campagne de mesures sonores a été réalisée afin de vérifier la conformité réglementaire du parc éolien sur le plan des émissions sonores, suivant la mise en place du nouveau bridage. Cette campagne s'est achevée le jour même de la présente inspection, selon ce que rapporte l'exploitant. Selon l'exploitant, les résultats de cette campagne de mesures sont conformes à la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> Les résultats de la nouvelle campagne de mesures sonores sont à transmettre à l'inspection des installations classées selon les dispositions de l'article 2.3.II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N°6 : RA – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

En séance, l'exploitant a présenté le registre numérique qui comprend notamment :

- un tableur de suivi des maintenances préventives et de leurs résultats ;
- la gestion des accès aux installations qui permet de dresser un historique de toutes les interventions réalisées sur ces installations.

Un registre papier d'interventions est également constaté dans l'éolienne E2 visitée au cours de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : RA – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS

Prescription contrôlée :

III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans

<p>le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des équipements de sécurité qui répond aux exigences de la prescription ; - les rapports de maintenance annuelle des éoliennes, nommés « ICPE Service Inspection Form » : <p>* concernant la maintenance réalisée en juillet 2024 : le point 10 des rapports concerne la vérification des systèmes instrumentés de sécurité : pas de remarque relevée pour les 6 éoliennes ;</p> <p>* concernant la maintenance réalisée en mai 2025 (E1 à E3) et juin 2025 (E4 à E6) : le point 4 des rapports concerne la vérification des systèmes instrumentés de sécurité : pas de remarque relevée pour les 6 éoliennes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°8 : RA- Maintenance des éoliennes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêts et équipements électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente.</p> <p>Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports de maintenance annuelle des éoliennes, nommés « ICPE Service Inspection Form » : <p>* concernant la maintenance réalisée en juillet 2024 : le point 6 des rapports concerne les tests d'arrêts (simple, d'urgence et depuis un régime de survitesse) : pas de remarque relevée pour les 6 éoliennes ;</p> <p>* concernant la maintenance réalisée en mai 2025 (E1 à E3) et juin 2025 (E4 à E6) : le point 3 des rapports concerne le test d'arrêt simple : pas de remarque relevée pour les 6 éoliennes. Ces rapports ne mentionnent pas de résultat de réalisation du test d'arrêt d'urgence depuis un régime de survitesse ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rapports de vérification des installations électriques des 6 éoliennes réalisée le 11/07/2024 par le prestataire SOCOTEC : aucune observation n'est relevée dans ces rapports ; - les rapports de vérification des installations électriques des 6 éoliennes réalisée le 20/03/2025 par le prestataire SOCOTEC : une observation est relevée dans le rapport de vérification de l'éolienne

n°2 : "fixation non assurée en sous-sol de l'éolienne sur installation BT". Cette observation concerne un câble de MALT selon les dires de l'exploitant en séance ; - rapports de vérification des installations électriques du poste de livraison réalisée le 4/10/2024 : aucune observation n'est relevée dans ce rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier : - de la réalisation des tests d'arrêts d'urgence depuis un régime de survitesse en 2025 ; - de la mise en conformité du défaut électrique constaté en 2025 en sous-sol de l'éolienne n°2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°9 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Brides, mât
Prescription contrôlée : I. - [...] suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant a fourni : - les rapports de maintenance annuelle des éoliennes, nommés « ICPE Service Inspection Form » réalisée en juillet 2024 : le point 8 des rapports concerne la vérification du mât (visuelle et boulons) : pas de remarque relevée pour les 6 éoliennes ; - les rapports d'interventions de serrage des brides du prestataire COVERWIND. Les interventions ont été effectuées les 7 (E1 à E3) et 8 (E4 à E6) mai 2025. Elles concernent le serrage des brides, uniquement des fondations, bras multiplicateur et du hub.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => L'exploitant doit attester de la vérification de l'ensemble des brides de fixation, notamment des brides de fixation des pales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°10 : RA – Maintenance des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Pales
Prescription contrôlée : II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a fourni :

- un rapport de janvier 2025 d'incident sur une pale de l'éolienne E2 (l'inspection des installations classées a été informée par mail du 14/02/2025 de cet incident). L'exploitant explique en séance que la cause avérée de cette fissure, suite à expertise, est un défaut de contrôle qualité sur cette pale et n'a pas de caractère générique ;
 - les rapports d'inspection de l'exploitant technique ABO ENERGY effectuée le 15/01/2025 pour les 6 éoliennes : le point n°8.6 de ces rapports concernent l'inspection des pales. Ces rapports rapportent les défauts suivants : sur les éoliennes n°6 et n°3 pour lesquelles il est relevé un besoin de réparer les serrations. Sur l'éolienne n°2, le rapport relève la présence de la "Fissure importante sur la pale C", objet du signalement pré-évoqué ;
 - les rapports d'interventions du prestataire GR wind, interventions datées du 1^{er} et 2 août 2025 : ces rapports font état de la réparation de la serration sur la pale C des éoliennes n°3 et 6 ;
 - les rapports d'interventions du prestataire GR wind, intervention à partir du 10/07/2025 pour l'éolienne n°1, 16/07/2025 pour l'éolienne n°2 et 24/07/2025 pour l'éolienne n°5 qui font état de réparations de fissures sur les pales des éoliennes (pale C de E1, pale A de E2 et pales A et C de E5). Ces rapports comptent des photographies qui témoignent de la présence de ces fissures. Cela pose question quant au caractère affirmé comme étant "non générique" du défaut constaté en janvier 2025 sur la pale C de E2. Le rapport d'intervention pour la réparation de ce dernier défaut n'est pas fourni ;
 - les rapports de l'entreprise Vestas, d'inspection des pales par drone : réalisée le 10 juillet 2025 pour les 6 éoliennes :
 - * des dommages de niveau 4 sur une échelle de 5, qualifiés de "sérieux (Impact sur l'intégrité fonctionnelle ou structurelle de la pale, mais ne menaçant pas la sécurité de fonctionnement)" sont relevés : sur la pale C de E1 et sur la pale A de E5. Ces dommages correspondent à des fissures. L'exploitant n'a pas justifié la réparation de ces fissures.
- Il semble ainsi que le problème d'apparitions de fissures sur les pales des éoliennes du parc soit récurrent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit fournir un rapport complet d'incident qui doit, en plus de l'éolienne n°2, être étendu aux fissures apparues sur les pales des éoliennes n°1 et 5. Ce rapport d'incident devra attester, justificatifs d'expertises à l'appui, le cas échéant, du caractère non générique de la problématique rencontrée sur le parc. Pour ce rapport, l'exploitant est invité à utiliser la fiche de notification des accidents/incidents au lien suivant :

https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/wpcontent/uploads/2021/04/fiche_notification_accident_avril2021_MTE.pdf

Ce rapport doit aussi justifier des mesures correctives prises pour les fissures constatées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°11 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.

Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou

de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Le jour de la présente inspection, l'éolienne E2 et le poste de livraison, visités, sont constatés fermés à clef.

Type de suites proposées : Sans suite

N°12 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Le jour de la présente inspection un panneau d'affichage des consignes à observer par les tiers est présent au niveau des accès parcourus (accès aux éoliennes E2 et E3, ainsi qu'au niveau du poste de livraison).

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

Sur le terrain, il est constaté un extincteur en pied de mât de l'éolienne visitée (E2) et deux extincteurs dans le poste de livraison, également visité. L'agent d'extinction est le CO₂, approprié au risque électrique. Les vérifications de ces extincteurs sont à jour. Les éoliennes sont également équipées de détecteurs d'incendie qui font partie des équipements de sécurité vérifiés chaque année (cf constat n°6 du présent rapport).

Type de suites proposées : Sans suite

N°14 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Section 8
Thème(s) : Autre, Attestation de GF
Prescription contrôlée : Constitution, actualisation des GF
Constats : L'exploitant a fourni une attestation de constitution des garanties financières de démantèlement du parc, daté du 16/03/2023. Celle-ci émane de l'établissement « Bayerische Landesbank Section Garanties étrangères ». Elle est valable pour un montant maximum de cautionnement de 413 799 €, à compter du 16/03/2023 et jusqu'au 30/06/2042.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Conformément à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, l'exploitant doit actualiser le montant de la garantie tous les 5 ans. La prochaine actualisation de ce montant est à réaliser pour le 16/03/2028.
Type de suites proposées : Sans suite